

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE



26,1%

Emergence d'une classe moyenne et réduction des inégalités au Niger







NIGER 2016

AVANT-PROPOS

En 2015, l'Institut National de la Statistique (INS) a publié une première (1ère) étude sur la question de l'émergence de la classe moyenne et la réduction des inégalités au Niger, en utilisant les données de la première (1ère) Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et l'Agriculture (ECVMA) qu'il a réalisée en 2011. En 2014, une deuxième (2ème) ECVMA a été réalisée par l'INS. Ceci a conduit l'INS à approfondir les réflexions en menant une analyse de la dynamique de la classe moyenne au Niger à partir des données de cette opération réalisée en 2014.

Cette étude a bénéficié de l'assistance technique et financière du PNUD et de l'Union Européenne, à travers le Programme d'Appui au Développement du Système Statistique National pour la Promotion de la Gouvernance et le Suivi Evaluation de la pauvreté (PASTAGEP). Elle a été réalisée par l'INS avec la participation de plusieurs autres structures, notamment la Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement (CAPED) du Cabinet du Premier Ministre, la Cellule Economique de la Présidence de la République, l'Université Abdou Moumouni Dioffo (UAMD) de Niamey, la Direction Générale du Budget (DGB) et la Direction Générale des Réformes Financières (DGRF) du Ministère des finances.

La Direction Générale de l'INS saisit cette occasion pour exprimer sa gratitude et ses remerciements à tous ceux qui ont apporté leur contribution à la réalisation de cette importante étude. Elle tient à féliciter et à encourager les jeunes cadres des différentes structures ayant participé à cette recherche pour la qualité de leurs travaux.

Le Directeur Général de l'INS

Idrissa ALICHINA KOURGUENI

Sommaire

AV	ANT-PROPOS	2
1	Introduction	4
2	Méthodologie	5
3	Importance numérique de la classe moyenne	5
4	Caractérisation de la classe moyenne	7
•	Localisation géographique de la classe moyenne	7
•	Groupe socioéconomique	8
•	Niveau d'instruction du chef du ménage	9
•	Taille du ménage	9
•	Conditions de vie de la population	9
•	Consommation de la classe moyenne	9
5	Analyse des inégalités	. 10
6	Trajectoires d'émergence de la classe moyenne	.11
7	Conclusion et recommandations	.12

1 Introduction

La question de l'émergence de la classe moyenne est au cœur des débats internationaux depuis plusieurs décennies. Cela découle de la prise de conscience autour de ce concept désignant une catégorie de la population d'un pays considérée comme étant la clé du développement humain et de la croissance inclusive.

Conscient du rôle que la « classe moyenne » peut jouer dans le processus de développement du pays, le Gouvernement du Niger s'est fixé comme objectif d'accroitre de façon significative son poids et de le porter à la moitié de la population en 2015, comme cela apparait dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES 2012-2015).

Pour répondre à cette préoccupation du Gouvernement et lui permettre de disposer d'un outil efficace pour les orientations en matière de politique économique et sociale, l'Institut National de la Statistique (INS) a initié, en 2014, une première (1ère) étude sur l'émergence de la classe moyenne et la réduction des inégalités en utilisant les données de la première (1ère) l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et l'Agriculture (ECVMA 2011). Disposant des données de la deuxième (2ème) ECVMA qui a été réalisée en 2014, l'INS a reconduit la même étude en 2015. Cette dernière vise à répondre aux préoccupations suivantes :

- comment la classe moyenne nigérienne a-t-elle évolué entre 2011 et 2014 ?
- quelles sont ses caractéristiques socio-économiques majeures ainsi que ses habitudes de consommation et aspirations en 2014? Ont-elles changé par rapport à 2011?
- dans quelle mesure l'économie nigérienne actuelle peut-elle répondre à ses aspirations?
- comment accroître et jusqu'à quel niveau, la taille de la classe moyenne nigérienne ?

La présente étude, qui est la deuxième (2ème) du genre, après celle réalisée par l'INS en 2015, a pour objectif général de caractériser la classe moyenne du Niger, en vue de contribuer à réduire les inégalités et la pauvreté.

De manière spécifique, l'étude vise à :

- analyser l'évolution de la taille de la classe moyenne au sein de la population nigérienne en 2014 et comparer à celle de 2011;
- analyser ses habitudes de consommation en 2014 et comparer à celle de 2011;
- analyser les inégalités;
- élaborer des trajectoires d'émergence de la classe moyenne entre 2011 et 2014 pour une meilleure analyse de la dynamique interclasse et des facteurs qui l'expliquent;
- proposer des recommandations de politiques et de stratégies pour l'amélioration des conditions de vie des ménages en termes de consommation,

de santé, d'éducation, de logement, dans le but de réduire les inégalités, promouvoir le développement humain et renforcer la contribution de la classe moyenne à la dynamique de développement économique du pays.

2 Méthodologie

Les données utilisées pour réaliser cette étude sont celles de l'ECVMA 2011 et de l'ECVMA 2014. Dans le cadre de cette étude, il a été adopté comme pour la première (1ère), l'approche économique du bien-être, basée sur les dépenses de consommation (approche monétaire), la possession d'actifs ou biens matériels détenus par les ménages (approche non monétaire) et le noyau dur (intersection entre les deux approches).

Les quantiles (les déciles et les quantiles d'ordre 20) ont été utilisés pour délimiter la classe moyenne.

Pour l'approche non monétaire, un indice composite de possession de biens (icpb) a été construit pour définir la classe moyenne avec la même démarche et, en utilisant les mêmes variables qu'en 2011.

Les mêmes bornes, déterminées à partir des données de 2011, ont été utilisées pour les données de 2014, en les actualisant par le taux de variation des seuils de pauvreté de 2011 et de 2014 qui est de 3,6%; le seuil de pauvreté est ainsi passé de 182 635 F CFA en 2011 à 189 233 F CFA en 2014.

Par ailleurs, pour tenir compte des particularités du Niger, la classe moyenne a été subdivisée en deux (2): une (1) classe moyenne inférieure et une (1) classe moyenne supérieure. Selon l'approche monétaire, la valeur des dépenses de consommation qui est retenue comme ligne de démarcation est 328.452 F CFA.

L'analyse des inégalités a été faite grâce à l'utilisation des indicateurs communément utilisés dans ce domaine : Courbe de Lorenz, indice de GINI, écarts inter-déciles.

Cette étude a permis également d'analyser la transition interclasses qui n'a pas pu être observée lors de la première (1ère) étude, par manque de données de panel sur au moins deux (2) périodes. Pour l'analyse de la trajectoire d'émergence de la classe moyenne, entre 2011 et 2014, la méthodologie utilisée repose sur le processus stochastique de type markovien à dimensions finies et la modélisation économétrique.

3 Importance numérique de la classe moyenne

Trois approches ont été retenues pour la détermination de la classe moyenne au Niger, à savoir : l'approche monétaire, l'approche non monétaire et le noyau dur. :

Une analyse de la distribution des dépenses annuelles de consommation par tête a été effectuée en utilisant les « vingtiles », c'est-à-dire que la distribution de la consommation par tête a été découpée en 20 classes de taille égale comme l'indique le graphique 04.

Il ressort du graphique 1 ci-dessous qu'en 2011 et en 2014, les deux (2) courbes ont la même allure.

Par contre, le niveau de consommation a augmenté par rapport à 2011, notamment à partir du 6ème vingtile. Pour déterminer les bornes de la classe moyenne pour l'année 2014, il convient de partir sur la base des données de 2011 et de tenir compte du coût de la vie. Ce dernier est estimé par l'augmentation du seuil de pauvreté entre 2011 et 2014, évaluée à 3,6% ; le seuil de pauvreté étant passé de 182.635 F CFA à 189.233 F CFA.

Ainsi, les bornes de la classe moyenne sont déterminées par la formule :

$$b_{2014} = g * b_{2011}$$

Où b est la borne considérée et g le taux de variation du seuil de pauvreté entre les années 2011 et 2014, calculé à partir des données déflatées.

Ainsi, les nigériens dont les dépenses annuelles de consommation par tête sont¹ :

- inférieures à 192.720 F CFA sont les défavorisés en 2014;
- entre 192.720 F CFA et 497.341 F CFA sont de la classe moyenne ;
- supérieures ou égales 497.341 F CFA sont de la classe des aisés.

Les données du tableau 1 ci-dessous relèvent que, selon **l'approche monétaire**, en 2014, la classe moyenne représente 46,2% de la population du Niger, contre 44,9% en 2011. La classe moyenne inférieure est estimée à 32,6% en 2014 contre 35,0% en 2011 et la classe moyenne supérieure 13,6% contre 9,9%. En 2014, environ 47% des nigériens font partie de la classe des défavorisés contre 50% en 2011. Ce sont 7% qui appartiennent en 2014 à la classe des plus aisés contre 5% en 2011.

Pour l'approche non monétaire en 2014, la classe moyenne nigérienne représente 51,7% de la population; celle des défavorisés est de 38,3% et celle des aisés représente 10%. En 2011 par contre, on a 45,3%, 49,5% et 5,2% respectivement. La tranche supérieure de la classe moyenne est de 27,9% en 2014 contre 6% en 2011, la tranche inférieure est 23,% contre 39,3%.

Quelque soit l'approche considérée, on constate une augmentation de la classe moyenne supérieure et une diminution de la classe moyenne inférieure.

Tableau 1: Répartition de la population nigérienne en 2011 selon les classes de niveau de vie (%)

Classe de niveau de vie	Approche	e monétaire	Approch	Approche non monétaire		
	2011	2014	2011	2014		
Classe des défavorisés	50	46,7	49,5	38,3		
Classe moyenne	44,9	46,2	45,3	51,7		

¹ Dépenses de consommation annuelle moyenne par tête dans la population = 225.103 F CFA. En 2011, les seuils de la classe moyenne étaient respectivement 186.000 et 480.000 FCFA.

Classe moyenne inférieure	35	32,6	39,3	23,8
Classe moyenne supérieure	9,9	13,6	6	27,9
Classe des plus aisés	5,1	7,1	5,2	10
Total	100	100	100	100

Source: Calcul des auteurs sur la base des données des ECMVA 2011 et 2014, INS, Niger

En 2014, la proportion de ménages appartenant au **noyau dur de la classe moyenne** (intersection entre l'approche monétaire et l'approche non monétaire) est de 26,1% en 2014 contre 24,6% en 2011; celle de la classe des défavorisés est de 23,4% contre 31 % en 2011 et celle de la classe des aisés est de 4,1% contre 2,9% en 2011. Ainsi, plus de 26% de la population nigérienne répond en 2014 à la fois et de manière plus robuste, aux deux (2) critères d'appartenance à la classe moyenne, contre 24,6% en 2011. Le tableau 2 ci-dessus indique cette situation:

Tableau 2: Croisement des classes de bien être en trois (3) groupes selon l'approche monétaire et non monétaire (%)

		Classe de bien-être non monétaire en 3 groupes					
		Classe des	Classe	Classe	Total		
		défavorisés	moyenne	des aisés			
Classes de Classe des défavorisés		23,4	23,1	0,1	46,7		
bien-être	Classe moyenne	14,4	26,1	5,7	46,2		
monétaire en 3	Classe des aisés	0,5	2,6	4,1	7,1		
groupes	Total	38,3	51,7	10	100		

Source: Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2014, INS

4 Caractérisation de la classe moyenne

Cette partie repose sur la localisation géographique de la moyenne, son niveau d'éducation, sa taille, sa branche d'activité, les conditions de vie des ménages, la consommation de la classe moyenne et la caractérisation de ses groupes socioéconomiques. A ce niveau, c'est l'approche monétaire uniquement qui a été retenue.

• Localisation géographique de la classe moyenne

L'analyse selon le **milieu de résidence** fait ressortir qu'en 2014, la proportion de la classe moyenne reste plus élevée en milieu urbain (61,3%) qu'en milieu rural (43,3%) comme l'indique le graphique 08 selon l'approche monétaire. Par contre, lorsqu'on considère l'approche non monétaire, on assiste à une situation inverse en 2014. Ainsi, comme le montre le graphique 08, la majorité des ménages de la classe moyenne, sous cette approche, se retrouve en milieu rural en 2014 (52,9% contre 45,7% en milieu urbain), contrairement à la tendance qui prévalait en 2011 (68,8% en milieu urbain contre 40,4% en milieu rural).

Une analyse différenciée des catégories de la classe moyenne selon les deux (2) approches permet de constater que le milieu urbain détient un taux de classe moyenne supérieure beaucoup plus important que le milieu rural en 2014. En effet, ce taux est de 26,6% en milieu urbain contre 11,0% en milieu rural selon l'approche

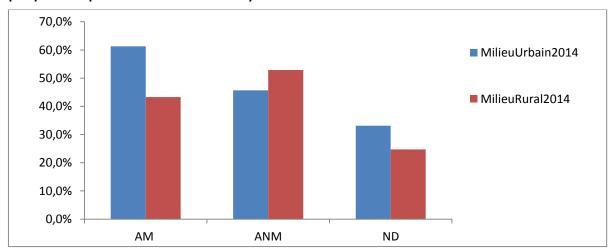
monétaire. Et selon l'approche non monétaire, il est de 40,8% en milieu urbain contre 25,4% en milieu rural toujours en 2014.

On observe également une disparité selon les régions. En effet, en 2014, la proportion de la classe moyenne varie entre 28,8% à Maradi et 73,3% à Agadez. Les régions de Maradi (28,8%), Dosso (36,7%) et Zinder (42,3%) enregistrent des proportions de la classe moyenne qui sont en dessous de la proportion moyenne nationale (46,2%). A l'opposé, ce sont les régions d'Agadez (73,3%), Tahoua (59,2%), Diffa (59%), Niamey (56,4%) et Tillabéry (52,6%) qui enregistrent les classes moyennes les plus importantes.

En termes d'augmentation de la classe moyenne entre 2011 et 2014, ce sont les régions d'Agadez, Tillabéry et Tahoua qui enregistrent les meilleures performances

Quant à l'analyse de la classe moyenne, selon l'approche non monétaire, elle révèle qu'entre 2011 et 2014, les proportions de classe moyenne se sont élargies pour toutes les régions hormis celles de Niamey et Zinder.

En se focalisant sur la répartition du noyau dur de la classe moyenne, la proportion des ménages est de 60,6% à Agadez, 43,2% à Diffa, 36,4% à Tahoua, 30% à Tillabéry, 25% à Niamey, 23% à Zinder, 16,4% à Dosso et enfin 14,2% à Maradi.



Graphique 1: Répartition de la classe moyenne selon le milieu de résidence

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2014, INS AM = approche monétaire ; ANM = approche non monétaire ; ND = noyau dur.

Groupe socioéconomique

La classe moyenne est largement dominée par les indépendants agricoles et non-agricoles, quelle que soit l'approche considérée. Selon l'approche monétaire, ces proportions sont respectivement 60,5% et 23,8%. Les proportions de salariés (publics/privés et individuels) sont faibles au sein de la classe moyenne, car elles ne représentent que respectivement 5,7% et 2%. Le tableau 3 ci-dessous indique cette situation

Tableau3:Répartition de la classe moyenne en 2011 et en 2014 selon le groupe socioéconomique (%)

	Approche monétaire		Approch monétai		Noyau dur		
			2011	011 2014		2014	
Salarié public/privé	6,9	5,7	5,7	3,6	9,4	4,5	
Salarié privé indépendant.	6,4	2,0	6,7	2,7	7,0	1,9	
Indépendant Agricole.	62,1	60,5	60,4	66,1	40,0	58,0	
Indépendant non Agricole.	19,1	23,8	22,0	20,4	34,4	24,8	
Sans emploi	5,5	8,0	5,2	7,1	9,2	10,7	
Niger	100	100	100	100	100	100	

Source: Calcul des auteurs sur la base des données de l'ECMVA 2011 et 2014, INS

Niveau d'instruction du chef du ménage

La classe moyenne est en grande partie sans éducation formelle, quelle que soit l'approche considérée: 83,9% des chefs de ménage de la classe moyenne sont sans éducation formelle selon l'approche monétaire, 82,8% selon l'approche non monétaire et 82,2% selon le noyau dur en 2014. En 2011, ces proportions étaient respectivement de 79,8%, 77,2% et 75%.

• Taille du ménage

L'analyse de la taille du ménage selon la classe de niveau de vie montre que celle-ci est une fonction décroissante du niveau de vie. En effet, plus le niveau de vie augmente, plus la taille du ménage diminue comme le montre le graphique 3 ci-après :

Conditions de vie de la population

En 2014, le nombre de pièces du logement ne fait pas ressortir une différence significative au sein des différentes classes, contrairement au nombre de personnes par pièce qui diminue avec le niveau de vie. Il ressort aussi que plus le niveau de vie est élevé, plus les ménages ont tendance à vivre dans des logements modernes.

Un autre facteur, fortement discriminant, tout comme l'accès à l'eau courante, est l'accès à l'électricité, puisque en 2014, seul 18% des ménages de la classe moyenne l'utilisent contre 66,5% chez les aisés.

Consommation de la classe moyenne

En 2014, les ménages de la classe moyenne, à l'image de la population totale, consacrent leurs dépenses surtout à l'alimentation, selon des proportions décroissantes, quand on passe d'une classe à une autre classe supérieure. Les dépenses consacrées au logement et à l'électricité viennent ensuite en deuxième (2ème) position, puis celles consacrées à l'habillement et aux chaussures.

En 2014, les parts de dépenses d'habillement, du logement, de la santé et du transport des ménages ont légèrement augmenté par rapport à 2011, mais la satisfaction des besoins alimentaires, malgré une baisse d'allocation de 4%, reste la première (1ère) préoccupation des ménages nigériens.

5 Analyse des inégalités

Elle s'articule au tour des inégalités inter et intra classes. L'indice de Gini, la courbe de Lorenz et les écarts inter décilles sont été utilisés

La contribution des différentes classes de niveau de vie aux dépenses totales de consommation est assez conforme aux poids de ces classes dans la population. Les individus de la classe moyenne ont effectué plus de la moitié des dépenses totales de consommation (54,1%). Comme le montre le tableau 10 ci-dessous :

Tableau 3: parts des dépenses totales de consommation des différentes classes de niveau de vie

CLASSES	%Popula	tion	% Dépens	% Dépenses de consommation		
	2011	2014	2011	2014		
Défavorisée	50,0	46,7	35,6	30,3		
Moyenne	44,9	46,2	51,8	54,1		
Moyenne inférieure	35,0	32,6	37,2	34,9		
Moyenne supérieure	9,9	13,6	14,6	19,2		
Aisée	5,1	7,1	12,5	15,6		
TOTAL	100	100	100	100		

Source: Calcul des auteurs sur la base des données des ECMVA 2011-2014, INS.

L'analyse des inégalités par classe montre qu'en 2014, la classe moyenne est moins inégalitaire, avec un indice de 0,148 contre 0,142 en 2011. L'inégalité est plus prononcée au niveau de la classe des aisés (0,160 contre 0,173 en 2011), ainsi que celle des défavorisés (0,155 contre 0,133 en 2011).

Aussi, l'inégalité de patrimoine est très élevée au Niger. En effet, en 2014 l'écart interdécile (D9/D1) de l'indice composite de possession de biens (icpb) est de 20,6, soit 5 fois le niveau de disparités observé dans le cas de l'approche monétaire (4,1).

En d'autres termes, les 10% les plus riches en patrimoine ont 20,6 fois le niveau de possession de biens des 10% les plus pauvres de la population nigérienne.

Toutefois, ces inégalités de patrimoine sont moins prononcées à l'intérieur des classes sociales.

L'indice de Gini pour la répartition du patrimoine est passé de 0,483 en 2011 à 0,608 en 2014. La classe moyenne est la plus inégalitaire (0,346) tandis que celle des riches la moins inégalitaire (0,186).

6 Trajectoires d'émergence de la classe moyenne

L'analyse des matrices de transition révèle une certaine mobilité selon les différentes approches considérées.

Selon l'approche monétaire, on note que 64,8% des ménages issus de la classe des défavorisés sont restés dans cet état, tandis que 34,5% et 0,7% de ces ménages y sont sortis pour intégrer respectivement la classe moyenne et celle des aisés. Parmi les ménages appartenant à la classe moyenne en 2011, 32,5% ont connu une transition négative pour retomber dans la classe des défavorisés, 59,7% y sont restés sédentaires et 7,8% ont rejoint la classe des aisés.

Les résultats de **l'approche non monétaire** révèlent que, parmi les ménages issus de la classe des défavorisés, 55,6% sont restés sédentaires entre 2011 et 2014. En revanche, 43,9% et 0,6% de ces ménages défavorisés ont respectivement opéré une transition positive vers la classe moyenne et relativement celle des aisés. Environ 22,5% des ménages de la classe moyenne sont devenus défavorisés entre 2011 et 2014, contre un taux de persistance de l'ordre de 65,8% et une transition positive de 11,7% de ces ménages.

En termes de **noyau dur**, 13,1% des ménages issus de la classe moyenne sont devenus défavorisés, 81,4% sont restés dans leur état initial et 5,5% ont accédé à la classe des aisés. Pour les ménages appartenant à la classe des défavorisés, 26,7% de ces ménages ont transité vers la classe moyenne.

Il ressort de ces analyses que le taux de persistance est plus important pour le noyau dur que pour les approches monétaire et non monétaire comme le montre le tableau 13. En d'autres termes, lorsqu'un ménage appartient au noyau dur de la classe moyenne ou des aisés, il a beaucoup moins de chance d'être rétrogradé. Cela confirme la robustesse des ménages appartenant au noyau dur de la classe moyenne par rapport aux autres.

Tableau 4: Matrices de transition (probabilité de transition)²

	Approche monétaire			Approche non monétaire			Noyau dur		
	CD	CM	CA	CD	СМ	CA	CD	СМ	CA
CD	0,648	0,345	0,007	0,556	0,439	0,006	0,733	0,267	0,000
СМ	0,325	0,597	0,078	0,225	0,658	0,117	0,131	0,814	0,055
CA	0,003	0,385	0,61	0,000	0,073	0,927	0,000	0,007	0,993

² CD : Classe des Défavorisés ; CM : Classe Moyenne ; CA : Classe des Aisés

11

Les résultats de l'estimation du modèle économétrique de la transition entre les classes de bien être indiquent que l'âge du chef de ménage multiplie par 0,99 la probabilité d'appartenir au groupe des perdants par rapport aux gagnants (toute chose égale par ailleurs), l'augmentation de la taille du ménage augmente le risque d'appartenir au groupe des perdants, ce risque est multiplié par 2,4 lorsque le ménage est dirigé par un homme par rapport à une femme ou résider en zone urbaine, augmente en moyenne de 9,3% la probabilité d'appartenir aux perdants. Aussi, être indépendant non agricole diminue de moitié le risque d'appartenir au groupe des sédentaires relativement à celui des gagnants par contre, exercer dans le commerce multiplie ce risque par 2,0. L'accès à une source d'eau améliorée en saison sèche diminue significativement ce risque de 0,7 alors que l'utilisation de pétrole ou de biomasse comme deuxième combustible pour la cuisson le multiplie par 2,6. En termes de consommation, l'augmentation de 1% de la part des dépenses de restauration et de transport multiplie respectivement par 0,7 et 0,9 le risque d'appartenir à la catégorie des perdants par alors que celle des dépenses consacrées au logement et à l'électricité ou au meubles et à l'entretien courant du ménage le multiplie par 1,1.

7 Conclusion et recommandations

L'étude sur l'Emergence de la Classe Moyenne et la Réduction des Inégalités au Niger, réalisée par l'INS avec les données de l'ECVMA 2014 a permis de déterminer et de caractériser la classe moyenne pour une seconde fois, dans le but d'analyser la trajectoire d'émergence des nigériens entre 2011 et 2014.

Les principaux résultats montrent qu'en 2014, selon l'approche monétaire, 46,2% des Nigériens sont de la classe moyenne, 46,7% sont de la classe des plus défavorisés et 7,1% sont de la classe des plus aisés. Entre 2011 et 2014, il a été relevé que la proportion des défavorisés a baissé de 3,3 points et cela s'est répercuté en termes d'élargissement de la classe moyenne (+1,3 point) et de celle des aisés (+2 points).

Pour ce qui est de l'approche non monétaire, la proportion de la classe moyenne a encore augmenté. Elle est passée de 45,3% à 51,7%, soit une augmentation de 6,2% entre 2011 et 2014. Toutefois, l'analyse du noyau dur aboutit à une classe moyenne de 26,1% en 2014, contre 24,6% en 2011.

En différenciant par type de classe moyenne, avec l'approche monétaire, en 2014, 32,1% des nigériens sont de la classe moyenne inférieure et 13,6% sont de la classe moyenne supérieure contre respectivement 35% et 9,9% en 2011.

Lorsque l'on considère l'indice composite de possession de biens, c'est-à-dire l'approche non monétaire, en 2014, 23,8% de la population se retrouvent dans la classe moyenne inférieure contre 39,3% en 2011. La classe moyenne supérieure est de 27,9 % contre 6,0% en 2011. Pour le noyau dur, en 2014, la classe moyenne supérieure est de 5,6%, soit une augmentation de 3,4 points par rapport à l'année 2011; la classe moyenne inférieure est de 7,5%, soit une baisse 8,6 points par rapport à 2011.

Avec une classe moyenne inférieure de 32,1% en 2014 selon l'approche monétaire, une grande partie de la population qui constitue la classe moyenne est exposée au risque de retomber dans la classe des défavorisés. En effet, cette classe moyenne inférieure est une classe vulnérable, car elle n'est pas très loin du seuil de pauvreté.

En ce qui concerne la localisation géographique, en 2014 la région de Maradi constitue, avec celles de Dosso et de Zinder, celles qui enregistrent des tailles de classe moyenne en dessous de la moyenne nationale (46,2%). A l'opposée, les régions d'Agadez, Diffa et Tahoua enregistrent les proportions de classe moyenne les plus importantes. De plus, quelle que soit l'approche considérée, la proportion de la classe moyenne est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural.

Le groupe socioéconomique de la classe moyenne est largement dominé par les indépendants agricoles, suivis des indépendants non agricoles dont l'ensemble représente 84,3% de la classe moyenne.

L'analyse du niveau d'éducation de la classe moyenne fait ressortir que les chefs de ménages sont majoritairement sans aucun niveau scolaire. Une moindre proportion a le niveau primaire ou secondaire du premier (1er) cycle.

Lorsqu'on s'intéresse aux conditions de vie de la classe moyenne nigérienne, les constats suivants se dégagent :

- la population de la classe moyenne est majoritairement propriétaire (avec ou sans titre de propriété) du logement occupé, à l'image de la population toute entière;
- l'occupation de villa de type moderne est un autre élément important pour l'entrée dans la classe des aisés. Toutefois, au plan national, le taux d'occupation de ce type de villa est d'environ 1,1%;
- la principale source d'éclairage du logement qui fait la différence entre classes sociales est l'électricité. Ainsi, le taux d'occupation des maisons électrifiées est de 11,8% chez la classe moyenne inférieure ; 36,5% chez la classe moyenne supérieure et 73,7% chez les plus aisés ;
- la connexion au réseau d'eau de la SEEN semble être un marqueur social important, en ce sens que le taux de connexion pour l'ensemble du Niger est de 9,1%, tandis que le niveau de cet indicateur chez la classe moyenne est de 24,7% selon l'approche non monétaire et 56,9% selon l'approche monétaire ;
- pour l'ensemble du pays, le taux d'accès aux TIC est faible, seulement 0,3% des ménages nigériens sont connectés au réseau de téléphonie fixe de la SONITEL. Ce taux est de 25,5% pour la classe moyenne et 74,5% pour la classe des aisés.
- En ce qui concerne la consommation, les ménages dans leur ensemble ont les mêmes comportements en matière de priorité dans les allocations budgétaires. En effet, il ressort que les priorités de dépenses pour toutes les classes sont: (i) alimentation et boissons non alcoolisées; (ii) logement et électricité; (iii) habillement et chaussure; et (iv) la santé sauf pour la classe des défavorisés où l'on note que c'est plutôt les meubles, articles ménagers et entretien courant qui constituent la quatrième (4ème) priorité.

- L'analyse des inégalités fait ressortir qu'en 2014, l'indice de Gini est de 0,325 contre 0,299 en 2011, selon l'approche monétaire. Pour l'approche non monétaire, l'indice de Gini est passé de 0,483 en 2011 à 0,608 en 2014.
- Il en ressort donc que l'inégalité est plus importante pour la possession du patrimoine (approche non monétaire) que pour les dépenses de consommation (approche monétaire).
- L'analyse des matrices de transition révèle une certaine mobilité selon les différentes approches considérées. En moyenne, le taux de persistance dans les états initiaux, caractérisant la sédentarisation des ménages, varie d'une approche à une autre. C'est ainsi qu'il est estimé à 61,9% pour l'approche monétaire contre 71,3% pour l'approche non monétaire et 84,7% en termes de noyau dur. Pour chacune des approches considérées, la transition des ménages appartenant à la classe des défavorisés vers la classe moyenne est plus rapide que la descente de la classe moyenne dans la classe des défavorisés.
- L'analyse explicative de la transition entre les classes sur la période comprise entre l'ECVM/A 2011 et l'ECVM/A 2014 a permis d'identifier les variables qui ont une influence significative sur la transition de la classe moyenne. Il s'agit de l'âge du chef de ménage, la taille de ménage, le milieu de résidence (urbain), l'appartenance au groupe socioéconomique (les indépendants non agricoles), la branche d'activité (commerce) et la possession de certains types d'avoirs.

Pour contribuer à améliorer durablement les conditions de vie des ménages, le Gouvernement pourrait faire de cette frange de la population un outil efficace de politique économique et sociale. En effet, la classe moyenne émergente joue un rôle économique et social déterminant et représente un moteur de croissance. Son renforcement pourrait fournir au Gouvernement des bases solides et un outil important pour la mise en œuvre d'actions susceptibles de renforcer le progrès économique, notamment en stimulant la consommation et donc la demande intérieure.

Le Gouvernement pourrait aussi mettre en place une politique de développement qui promeut l'élargissement de cette classe moyenne et qui consolide ses revenus en mettant en œuvre les mesures suivantes :

- la classe moyenne étant composée majoritairement d'indépendants agricoles, pour favoriser son émergence, la modernisation de l'agriculture devrait continuer.
 Les cultures maraichères constituent également une importante source de revenu supplémentaire pour la population;
- la classe moyenne nigérienne étant en majorité sans aucun niveau scolaire, il serait par conséquent important d'organiser des campagnes massives, intensives et permanentes, pendant plusieurs années, d'alphabétisation des populations

- adultes ,améliorer la qualité des enseignements à tous les niveaux et retenir également les élèves jusqu'au niveau supérieur dans le système scolaire ;
- la classe moyenne vivait dans des maisons de type traditionnel sans confort ou en location, Il faudrait envisager de mettre en œuvre une large politique de promotion des logements sociaux jusqu'au niveau rural. L'Etat devrait s'impliquer résolument dans la fixation des prix des loyers qui pèsent beaucoup dans les budgets des populations à l'image des autres pays comme le Sénégal où le gouvernement intervient pour ajuster les prix;
- le bois de chauffe était le premier (1 er) combustible utilisé par une grande majorité des ménages de la classe moyenne, il faudrait favoriser l'utilisation des sources alternatives d'énergie de cuisson afin de protéger l'environnement et éviter l'avancée de la désertification ;
- peu de ménages utilisant l'électricité comme source d'éclairage, il faudrait faciliter l'accès à l'électricité, notamment en faisant la promotion de l'énergie solaire;
- Il est important aussi détaxer les panneaux solaires pour permettre aux agriculteurs de pallier aux problèmes liés l'irrégularité de la pluviométrie ;
- il faudrait aussi promouvoir l'utilisation des méthodes d'hygiène et d'assainissement modernes afin d'améliorer la qualité de vie de la population ;
- Enfin, une politique de promotion de l'utilisation des TIC s'avère nécessaire pour mieux intégrer la population au reste du monde.
- En plus, le Gouvernement pourrait renforcer sa politique de développement équilibré des régions, en facilitant la promotion de nouveaux pôles de développement, à l'image des villes comme Maradi et Dosso.
- Il est important de rappeler que la ville permet le développement des transports, l'accès à l'eau potable et à l'électricité, le développement des infrastructures sociales, telles que les écoles et les centres de santé. Elle permet aussi de développer les centres de loisir, y compris les hôtels et les restaurants, dont les effets sur la transition de classe ont été démontrés. Elle facilite aussi les échanges et par conséquent la consommation.
- Le gouvernement devrait aussi renforcer sa politique de développement des infrastructures. Celles-ci facilitent les déplacements des personnes et des biens, et par conséquent, l'intégration des marchés et des zones de production. Un développement de l'agriculture par exemple, sans le développement des pistes rurales et des voies d'interconnexion des marchés de consommation et des zones

de production, conduirait sans doute à un découragement des producteurs du fait d'éventuelles méventes et de faiblesse des débouchés. En plus des routes,

- Il faudrait développer également des infrastructures de communication modernes (télécommunication, Internet haut débit, etc.) et des infrastructures énergétiques pour faciliter l'installation des industries de transformation des produits locaux, mais également assurer l'accès à l'eau potable afin d'augmenter l'hygiène et réduire la mortalité de la population, notamment celle des enfants de moins de cinq (5) ans et celle des femmes, qui constituent des indicateurs de mesure du niveau de développement d'un pays.
- Pour accompagner le Gouvernement dans ses efforts, l'INS mettra en place un dispositif permettant de produire régulièrement des donnés de panels de qualité, et renforcera ses travaux d'analyse et de recherches sur l'émergence de la classe moyenne et sur d'autres thématiques majeurs, comme l'IDH, qui constituent des préoccupations des populations nigériennes.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- **Abdelkhalek Touhami, Ejanoui Fouzia, (2009),** Approche multidimensionnelle de la pauvreté: présentation théorique et application au cas de la ville de Marrakech
- Araar Abdelkrim, Jean-Yves Duclos (), DASP: Distributive Analysis Stata Package
- Araar, A. (2008), Social Classes, Inequality and Redistributive Policies in Canada,
- BAD (2011), The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa, Tunis
- **Banerjee Abhijit V. and Duflo E., (2008),** What is the middle class about the middle classes around the world, Journal of Economic Perspectives, vol 22, pp 3-28..
- **Bibi Sami, Jean-Yves Duclos et Audrey Verdier-Chouchane,(2011)**, Évaluation de la croissance pro-pauvre selon une conception absolue et relative de la pauvreté : application à la région MENA
- Bigot Régis, Émilie Daudey, Jörg Muller, Guillaume Osier (2013), En France, les classes moyennes inférieures bénéficient moins de la redistribution que dans d'autres pays, Consommation et modes de vie No 264
- Bigot Régis, CROUTTE Patricia, MÜLLER Jörg, OSIER Guillaume, (2011), Les Classes Moyennes En Europe, Credoc, Cahier de recherche No 282
- Bonneval Laure, Fourquet Jérôme, Fabienne Gomant, (2011), Portrait des classes moyennes, Fondapol.org
- **Dabitao Kassim, Dembélé Aoua, Haidara Fadimata, Sougané Arouna, (2011),** Pauvreté multidimensionnelle et conditions de vie au Mali (2001 2006), PEP, université Laval, Québec, Université de Laval, CIRPEE, Cahier de recherche n°08-17.
- Damon Julien (2011), Les Classes Moyennes Et Le Logement, Fondapol.org
- **Damon Julien (2013),** Les Classes Moyennes Dans Les Pays Émergents, Fondapol.org
- **Dupoirier Élisabeth**, (2011), Le vote des classes moyennes, Fondapol.org
- **Darbon, D. et Toulabor, C. (2011),** Quelle(s) classe(s) moyenne(s) en Afrique? Une revue de littérature, Agence Française de Développement, Département de la recherche, Document de travail No 118
- **Daziano, L. (2013),** La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Ethiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique, fondapol.org
- Easterly William, (2000), The Middle Class Consensus and Economic Development, The World Bank Development Research Group, Macroeconomics and Growth, Policy Research Working Paper 2346
- Grimm Michael, Guenard Charlotte, Mesple-Somps Sandrine, (2001), Evolution De La Pauvreté Urbaine En Côte D'ivoire: Une Analyse Sur 15 Ans D'enquete Menages, Document de travail DIAL / Unité de Recherche CIPRE
- Haughton Jonathan, Shahidur R. Khandker, (2009), Handbook on Poverty and Inequality, The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank
- **Homi Haras, (2010),** The Emerging Middle Class In Developing Countries, OECD Development Centre working paper No 285
- Hodonou, A., Mededji, D., Gninanfon, A., Totin, A. 2010. Dynamique de la pauvreté au Bénin: Approche par le processus Markovien, working Paper, PEP.

- INS-Niger (2013), Comptes économiques de la Nation Rapides 2013, Provisoires 2012, Définitifs 2010-2011, Niamey, Niger
- INS-Niger (2013), Profil et déterminants de la pauvreté au Niger en 2011 Premiers résultats de l'enquête nationale sur les conditions de vie des ménages et l'agriculture au Niger (ECVMA), Niamey, Niger
- INS-Niger (2014), Deuxième résultats de l'enquête nationale sur les conditions de vie des ménages et l'agriculture au Niger (ECVMA), Niamey, Niger
- INS-Niger (2013), Rapport national sur le développement humain Niger 2013 (RNDH 2013) Développement Humain et Protection sociale au Niger, Niamey, Niger
- KHARAS (2011), The Emerging Middle Class in Developing Countries,
- Keke Jean-Claude S., Mededji Damien et Houetohossou et Samson K.(2009), Réduction des inégalités de revenu et émergence d'une classe moyenne au Bénin, RAPPORT FINAL, CAPOD
- Khalid Malik, Eva Jespersen, (2014), Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la resilience. Résumé Rapport sur le développement humain 2014, PNUD.
- Lesiba Bopape and Robert Myers, (2007), Analysis of Household Demand for Food in South Africa: Model Selection, Expenditure Endogeneity, and the Influence of Socio-Demographic Effects, African Econometrics Society Annual Conference, Cape Town, South Africa, July 4-6
- Martin Arnaud, (2004), L'analyse de données, Polycopié de cours ENSIETA
- **Miguel Niño-Zarazúa,** () Introduction to data analysis using STATA, World Institute for Development Economics Research, United Nations University
- Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015, Niamey, Niger
- Nardin Vladimir et Guidecoq Simon (2012), La consommation des classes moyennes en ASEAN, un facteur de croissance et d'attractivité pour la région, Ambassade de France à Singapour, service économique régional de Singapour
- Oberti Marco, Préteceille Edmond, Les classes moyennes et la ségrégation urbaine
- **Ordeñana Xavier et Arteaga** Elizabeth, (2012), Middle-Class Entrepreneurship and the Effect of Social Capital, Inter-American Development Bank, Department of Research and Chief Economist
- Pécourt Nicolas, (2011), Les classes moyennes et le crédit, Fondapol.org
- PRANDI Geneviève, ARSAC Murielle, VALDANT Damien, JEAN-MARIE Audry, JOINET Hélène, DRIANT Jean-Claude, CORDIER Mathilde, (2006), Les classes moyennes et le logement à Paris, Observatoire de l'Habitat de Paris, ATELIER PARISIEN D'URBANISME, http://www.apur.org
- **Rabe-Hesketh, Sophia Brian Everitt (2004),** A Handbook of Statistical Analyses using Stata 3rd Edition
- Rafael Costa et G. Masuy-Stroobant, (2013), Pratique de l'analyse des données
- Samson Ivan, et Krasilnikova Marina, (), La classe moyenne en Russie : réalité naissante ou mythe ancien
- **Simonini Ambra (2009),** Les Classes Moyennes au KENYA Les enseignants des écoles primaires et secondaires entre syndicalisme et grève, Mémoire de Recherche Septembre 2009, Spécialité « Sociologie du politique et de l'action publique » Parcours : Politique

- et développement en Afrique et dans les pays du Sud, Sous la direction de Comi Toulabor Professeur à l'IEP de Bordeaux, http://www.classesmoyennes-afrique.org/wp-content/uploads/2009/05/cma-kenya-syndicalisme-enseignant.pdf
- **Sylvie, J. (2001)**, Inégalité et pauvreté, paru dans « Portrait Social du Québec », chapitre 14, Institut de la Statistique du Québec.
- **Toh Alain et Kouyate Souleymane, (2009)**, Caractérisation des Classes Moyennes en Côte d'Ivoire, Université de Cocody –Abidjan, http://www.classesmoyennes-afrique.org/wp-content/uploads/2009/07/cma-cote-ivoire-20090320.pdf accédé en juillet 2014